



Fin de squat pour Le Transfo

vendredi 24 octobre 2014, par [Lucien Fauvernier](#)



Jeudi 23 octobre, à 6 heures du matin, les habitants du Transfo, célèbre squat installé depuis 2012 à Bagnole, ont été contraints par les forces de l'ordre à quitter le lieu. Un nouveau cas de figure démontrant que les espaces autogérés et autres lieux atypiques doivent s'effacer devant le bétonnage programmé du paysage urbain.

C'est en démolissant une fenêtre à coup de pelleteuse que la police a entamé l'expulsion des membres du Transfo. Ce risque planait depuis Mars 2013, date à laquelle une possibilité d'expulsion d'un des bâtiments sur les quatre squattés devenait effective. Le bâtiment en question, ayant pignon sur rue au 57 avenue de la République à Bagnole appartient à EDF qui compte bien, malgré les recours en justice du Transfo se réapproprier les lieux. Vides depuis deux ans avant l'installation du squat, ces locaux reprennent un réel intérêt pour la compagnie d'électricité et deux de ses filiales qui possèdent les trois autres bâtiments (dont certains sont vacants depuis près de dix ans !) puisqu'un important projet immobilier envisage de construire plusieurs hautes tours sur les lieux.



Suite à cette expulsion *manu militari* et quelques arrestations plus tard pour refus d'obtempérer, le lieu était scellé par un huissier... En réaction, une manifestation s'est déroulée, hier soir à Gallieni, une fanfare se met en place et quelques 300 à 400 personnes, selon , se mettent en route vers le squat avant d'être bloqués par la police au niveau du métro Robespierre. A nouveau, des arrestations ont lieu et la troupe de soutien au Transfo est contrainte à se disperser.

Il aura suffi d'une journée pour que l'expulsion du Transfo installé depuis deux ans soit « bouclée ». Deux ans d'efforts et de lutte pour construire un modèle d'espace autogéré, balayés d'un revers de la main. En plus d'accueillir des personnes désirant vivre sur un mode alternatif, le Transfo proposait à tous des concerts, des ateliers, un cinéma de proximité pour les habitants du quartier, un véritable lieu de vie et de culture ouvert. Interrogés en Juillet 2014, des membres du squat déclaraient « *On ne cherche pas non plus à durer à tout prix. On ne négociera pas avec le proprio, la mairie ou autre. On est légitime dans ce lieu du simple fait de son occupation. On n'a pas à négocier quoi que ce soit.* » les évènements d'hier nous rappellent en dépit de tout qu'une fois de plus c'est l'argent qui fait la légitimité d'un projet, quel qu'il soit...

